



PRECAIRES

Y'en a marre

MISERE

GALERE



Après le mouvement social de l'automne nous sommes plus forts. Le gouvernement a tremblé, nous n'avons pas été loin de l'obliger à reculer.

Pourtant il manquait encore beaucoup de monde dans les rues.

Ceux qui étaient là au début mais pas à la fin.

Ceux qui étaient là à la fin mais pas au début.

Tous ceux qui ont douté d'une victoire possible, de la nécessité de persister dans l'action.

Dans les grandes entreprises, le pourcentage de grévistes n'a souvent pas été exceptionnel. Là aussi le doute sur une victoire l'a emporté chez quelques-uns, ôtant ainsi de la force au mouvement. Ces travailleurs, absents de cette lutte, sont habituellement combattifs.

Et tous ceux qui sont restés à côté du mouvement le soutenant sans y entrer, sans s'y associer.

La dégradation sociale de la nouvelle loi sur les retraites est encore plus forte pour les précaires, c'est un motif supplémentaire pour agir contre cette réalité.

Oui on peut gagner, construire un mouvement social porteur d'autres valeurs que celles issues du profit, de l'accumulation des richesses, de l'exploitation.

Retraite, salaire, emploi, conditions de travail.

Luttons. Sans nous rien ne se fera.

Rassemblements contre la précarité dans la Fonction publique, Jeudi 20/01, 12h15 à Jussieu et 17h devant l'ENS rue d'Ulm !

Privé : CDD et intérim

Les patrons systématisent les emplois précaires. Les premières embauches en font partie de plus en plus fréquemment, créant une fausse période d'essai de plusieurs mois. Là encore la perspective d'un CDI permet bien des abus à l'égard des salariés. Dans certaines branches (bâtiment, usines), cette situation peut représenter + de 30 % du personnel. Dans Paris, il n'y a pas de construction de bâtiment nouveau sans un fort ratio d'intérimaire. Chantiers, usine, bureau, commerce **c'est toujours précarité contre profit.**

Bolkenstien :

Fin 2010, dans le 18e à Paris, la Cgt a découvert un chantier composé exclusivement de salariés roumains payés au tarif en vigueur en Roumanie à peine amélioré. Malgré nos interventions, l'inspection du travail tarde à réagir.

Recherche : Bac +8 : perspective galère

Les nouvelles orientations gouvernementales accroissent les financements sur des projets avec des financements à terme, souvent 18 mois. Conséquences : les emplois créés sont ... des missions de 18 mois. Huit ans d'études et souvent de galère avec pour toute perspective une répétition de CDD de 18 mois ou un an.

Travailleurs sans papiers

Le gouvernement, en multipliant les freins à la régularisation des sans-papiers, permet l'existence d'un salariat très exploité. A Paris, ils sont souvent dans les arrières des hôtels, cafés, restaurants, contraints d'effectuer de nombreuses heures

supplémentaires gratuites. Ils n'ont pas le choix, c'est ça ou leur patron « découvre » leur situation irrégulière et les licencie.

CDD de la Fonction publique : la précarité à grande échelle

Par leur nombre, ils constituent jusqu'à 40% des salariés de certains ministères.

Par la durée de leur CDD : il existe des CDD employés au même poste, au même endroit depuis parfois 10 ans.

Etudiants

Les étudiants sont des travailleurs en formation, et les études constituent largement un travail à temps plein. Pourtant, beaucoup d'étudiants, surtout ceux issus des quartiers populaires, doivent en plus trouver un travail rémunéré pour financer leurs études. Il s'agit le plus souvent de petits boulots très précaires et mal payés, qui pénalisent ces étudiants dans leurs études, et conduisent beaucoup d'entre eux à prendre du retard ou à abandonner.

A cela s'ajoute, à partir d'un certain niveau d'étude (Bac + 3), les stages en entreprise. Sous prétexte de donner aux étudiants une

expérience de l'entreprise, ces stages – la plupart du temps difficiles à obtenir – fournissent à l'entreprise une main d'oeuvre compétente corvéable à merci, rémunérée un tiers du SMIC.. On rencontre parfois des emplois anciennement en CDI assurés toute l'année par ...un turn-over de stagiaires.

Temps partiel imposé

L'optimisation des cadences : dans certaines activités ces rythmes imposés permettent « d'optimiser » la force de travail aux moments les plus intenses. « Cerise sur le gâteau », lorsque il est demandé des heures en plus à ces salariés, ce sont des heures **complémentaires, non majorées** contrairement aux heures supplémentaires.

ENS, Jussieu, Université Paris1 Sorbonne une précarité trop banale, des luttes, des succès

Jussieu : 23 CDD fonction publique dans le nettoyage sont supprimés au 31 décembre 2010 : il s'en est suivi deux semaines de grève, une pétition de 5.500 signatures dans l'Université, et une victoire pour ces salariés qui vont voir leur contrat pérennisé.

ENS : des salariés CDD Fonction Publique, certains depuis plus de 10 ans, sont en lutte avec le soutien dans l'action des personnels fonctionnaires et des étudiants

Paris 1 Sorbonne : encore plus d'injustice, parmi plusieurs sortes de précaires, certains n'ont pas été payés depuis le mois de septembre ! Des

« avances » de salaires ont eu lieu mais pas pour tous, résultat 3 ont démissionné alors que leur travail leur plaisait. Un préavis de grève a été déposé.

FRONT COMMUN CONTRE LA PRÉCARITE

On le voit : la précarité se développe, s'appuyant sur le manque d'emplois et la voracité financière.

Dans la Fonction publique, l'État

« économise » en supprimant les emplois et ... les prestations et services qui y sont liés. L'école en est l'exemple le plus clair, de moins en moins d'instits, de profs avec des scolarités hachurées par les absences non remplacées.

Mais l'Etat précarise aussi l'emploi. Car il y a de moins en moins d'impôts qui rentrent ; en 10 ans les cadeaux effectués sur les impôts ont baissé de plus d'un tiers les recettes. Et ces baisses d'impôts touchent surtout les plus riches ou l'électorat bien à droite : bouclier fiscal, fin de la taxe professionnelle pour les entreprises, TVA à 5,5% pour les restaurateurs, compensation par l'état des exonérations de charges patronales versées à la Sécu... **Ces cadeaux ont un coût social pour les salariés et les usagers.**

Dans le privé, tout est fait pour comprimer la masse

salariale en facilitant la précarité, en accroissant la pression sur les salaires : poids du chômage, loi facilitant les licenciements pour les patrons (licenciement « à l'amiable »), loi sur les heures supplémentaires, suppression massive d'effectifs dans les inspections du travail, exonérations de charges pour les patrons pour les temps partiels, développement à l'initiative des chambres patronales du management par le stress dans les entreprises.

Les travailleurs sont massivement impactés.

Nous n'avons pas d'autres choix que de subir ou de réagir. LUTTONS !